

Elliott Abrams, le « gladiateur » converti à la « théopolitique »

(<http://www.voltairenet.org/article12431.html>)

par Thierry Meyssan

Le nouveau numéro 2 du Conseil national de sécurité, Elliott Abrams, est un néoconservateur de toujours. Mis à l'écart à la suite de l'Irangate, où il était gravement compromis, il s'est recasé dans un think-tank religieux où il a développé une étrange doctrine d'alliance des intégrismes juifs et chrétiens. Il a discrètement fait son retour dans l'ombre de Condoleezza Rice pour fermer le front palestinien et préparer l'attaque de la Syrie.

14 février 2005

Thèmes : Régime Bush

Elliott L. Abrams est de retour. Lui qui avait été interdit d'accès aux bâtiments du Congrès en raison des faux témoignages qu'il y avait livrés au cours de l'Irangate, revient par la grande porte. Il vient d'être nommé n°2 du Conseil national de sécurité.

Né le 24 janvier 1948 à New York, dans une famille juive pratiquante, Elliott Abrams a suivi des études à Harvard, puis à la London School of Economics. Il devient alors assistant parlementaire du sénateur Henry « Scoop » Jackson (1975-76), puis du sénateur Daniel P. Moynihan (1977-79).

Henry « Scoop » Jackson, leader du Parti démocrate, qu'il présida pendant la campagne de John F. Kennedy, le sénateur Jackson fut l'auteur d'une législation conditionnant le commerce avec l'Union soviétique à la levée des restrictions à l'émigration des minorités religieuses¹. Cette pression favorisa en trente ans l'émigration d'environ 1,5 million de Soviétiques, dont 250 000 chrétiens et 250 000 juifs vers les États-Unis, et surtout 1 million de juifs vers Israël, assurant ainsi le peuplement de cette colonie qui ne comptait alors que 3 millions d'habitants. Jackson, proche de l'avionneur Boeing, était le faucon des démocrates. Il s'était entouré d'une équipe de jeunes trotskistes, qui étaient entrés dans le parti et y avaient constitué une tendance, les sociaux-démocrates états-uniens (SD/USA). Parmi ces jeunes gens prometteurs, se trouvaient Douglas Feith, Abram Shulsky, Richard Perle, Paul Wolfowitz (actuel secrétaire adjoint à la Défense) et Elliott Abrams (nouveau conseiller national adjoint de sécurité)². Ils sont en contact, en URSS, avec Anatoly Sharansky (actuel ministre israélien pour Jérusalem et la diaspora sous le nom de Natan Sharansky).

Abrams participe à l'administration des deux mandats de Ronald Reagan. Sur recommandation de Jeane Kirkpatrick³, il est nommé assistant du secrétaire d'État (Alexander M. Haig) chargé des organisations internationales, en janvier 1981. Il organise alors le retrait des États-Unis de l'UNESCO⁴ en dénonçant la « politisation » de l'organisation. Celle-ci a en effet tenté de remettre en cause le monopole des agences de presse occidentales qui imposent au monde leurs angles de vue.

En 1980, Abrams épouse Rachel Dexter, la fille de Midge Dexter en première noces et la belle-fille de Norman Podhoretz. Il entre ainsi dans le club fermé des journalistes néo-conservateurs. Il se voit ouvrir les colonnes de *Commentary*, l'influente revue de l'*American Jewish Committee*, et les tribunes du *Committee for the Free World*⁵.

¹ Cette disposition est connue comme « l'amendement Jackson-Vanik » (1974).

² « *Les New York Intellectuals et l'invention du néo-conservatisme* » par Denis Boneau, Voltaire, 26 novembre 2004.

³ Madame Kirkpatrick avait été la présidente des jeunes de SD/USA. Elle quitta le Parti démocrate pour devenir l'ambassadrice de Ronald Reagan à l'ONU.

⁴ Ce retrait n'a été effectif qu'en 1984, il a été suivi de celui du Royaume-Uni. Celui-ci a réintégré l'UNESCO en 1988, et les États-Unis en 2002 après 18 ans d'absence.

⁵ L'essayiste français Raymond Aron deviendra le président d'honneur du Committee for the Free World et créera un équivalent de *Commentary*, la revue *Commentaire*. Cf « *Raymond Aron, avocat de l'atlantisme* » par Denis Boneau, Voltaire, 21 octobre 2004.

En décembre 1981, Elliott Abrams devient assistant du secrétaire d'État pour les Droits de l'homme et les Affaires humanitaires à la place de son ami Ernest W. Lefever, président de l'Ethics and Public Policy Center (EPPC), dont la confirmation avait été rejetée par le Sénat⁶. Abrams se focalise sur la dénonciation des persécutions religieuses en Iran contre la communauté Bahaïa et en URSS avec le contrôle de l'Église orthodoxe par le Parti communiste. Surtout, il dénonce l'ONU qu'il accuse de légitimer l'antisémitisme en condamnant le sionisme⁷. Selon lui, les Nations Unies sont sous l'influence des 90 nations du Groupe des non-alignés, auprès desquelles l'OLP joue un rôle majeur. En faisant adopter par l'Assemblée générale, en 1975, une résolution qui assimile le sionisme à une forme de racisme, l'ONU aurait mis en cause « *la survie d'Israël et celle du peuple juif* ».

Elliott Abrams supervise la création d'une nouvelle agence, chargée de poursuivre le travail de la CIA sans recourir à la violence : la National Endowment for Democracy (NED)⁸. L'idée est d'utiliser la promotion des Droits de l'homme pour s'ingérer dans les affaires intérieures des États et en prendre le contrôle. L'exemple, déjà ancien, du renversement de Mossadegh en Iran, avait montré qu'il est possible de subvertir des États en corrompant des formations politiques et en payant des figurants pour organiser des manifestations.

Abrams assure la liaison entre la NED et deux unités secrètes et illégales du Conseil national de sécurité : d'abord l'Office of Public Diplomacy, c'est-à-dire le Bureau de la propagande, dirigé par Otto Reich⁹, puis le Project Democracy, chargé de fabriquer des groupes de pression amis sous l'autorité du colonel Oliver North.

En juillet 1985, Elliott Abrams est nommé assistant du secrétaire d'État (George P. Schultz) pour les Affaires inter-américaines. Au Chili, il tente de conduire le général Pinochet vers la sortie, sans perdre le contrôle du pays, sur le modèle de ce qui vient d'être réalisé avec l'éviction de Marcos aux Philippines et de Duvalier en Haïti. Mais en définitive, il estime difficile de corrompre les partis politiques d'opposition et renonce à la « démocratisation ». Elle ne sera réalisée que quatre ans plus tard.

Surtout, Elliott Abrams se lance à corps perdu dans l'opération de soutien aux Contras nicaraguayens et endosse le surnom de « Gladiateur ». Il est alors « le pitbull de la politique de l'administration : "plutôt mort que rouge" »¹⁰. Il agit en lien direct avec les conseillers de sécurité nationale successifs Frank C. Carlucci et l'amiral John M. Pointdexter, et leur âme damnée le colonel Oliver North. Mais bientôt éclate le scandale de l'Irangate. « Les membres du Congrès se souviennent des comparutions rageuses d'Abrams lors des auditions parlementaires, défendant les escadrons de la mort et les dictateurs, déniant les massacres, mentant sur les activités états-uniennes illégales de soutien aux Contras nicaraguayens. Abrams raillait ses critiques pour leur aveuglement et leur naïveté, ou les appelait les vipères », raconte une éditorialiste du *Washington Post*¹¹. Il sera ultérieurement poursuivi pour faux témoignage, à défaut de l'être pour sa responsabilité dans divers massacres au Honduras. Il plaidera coupable pour deux chefs d'accusation, échappant ainsi à la prison, et sera en définitive grâcié par le président Bush père, qui se protégeait ainsi lui-même de la suite de l'enquête.

De 1990 à 2001, Elliott Abrams occupa des fonctions dans divers think-tanks. D'abord dans un institut de futurologie, le Hudson Institute, alors présidé par Donald Rumsfeld et dirigé par sa belle-mère Midge Decter¹². Puis, Abrams rejoint l'Ethics and Public Policy Center (EPPC), dont il a déjà été question. Il en prend la direction et y développe l'idée que les Droits de l'homme doivent devenir un « outil diplomatique » permettant aux États-Unis d'exercer des pressions sur les autres États. Il préconise particulièrement d'instrumentaliser les atteintes à la liberté religieuse et finit par obtenir de l'administration Clinton la création d'une Commission sur la liberté religieuse dans le monde¹³, dont il prend la présidence, en 1999.

⁶ À l'époque, diverses ONG avaient lancé une campagne mondiale de boycott de Nestlé pour protester contre sa politique agressive de destruction des économies du tiers-monde en faveur de la consommation de laits maternisés. L'OMS étudiait une réglementation internationale pour mettre fin aux agissements de la multinationale, dont les milliardaires français Liliane et André Bettencourt étaient les actionnaires de référence. Pour contrer le boycott, Nestlé engagea Ernest W. Lefever, qui finança et publia divers articles et brochures de défense de la multinationale. Ce rôle de lobbyiste ayant été éventé, le sénat rejeta la nomination de M. Lefever. Cf. *L'Empire Nestlé* par Pierre Harrisson, Éditions Pierre-Marcel Favre (Suisse), 1982.

⁷ « USA ONU - L'ONU aide à légitimer l'antisémitisme, estime un responsable américain », AFP, 10 décembre 1984, 22h10 GMT.

⁸ « La NED, nébuleuse de l'ingérence démocratique » par Thierry Meyssan, Voltaire, 22 janvier 2004.

⁹ « Otto Reich et la contre-révolution » par Arthur Lepic et Paul Labarique, Voltaire, 14 mai 2004.

¹⁰ « Contra-Intuitive » éditorial de Mary McGoroy, Washington Post, 8 juillet 2001.

¹¹ Ibid.

¹² Le conseil d'administration du Hudson Institute est alors composé de nombreux amis d'Elliott Abrams, dont Jeane Kirkpatrick (qui l'avait fait nommer dans l'administration Reagan) et Carl Gershman (président de la NED). On y trouve aussi les Français Alain Besançon et Jean-Claude Casanova (revue *Commentaire*).

¹³ En 1997, la secrétaire d'État, Madeleine Albright, s'est adjoint un « Comité consultatif pour la liberté religieuse à l'étranger », composé de vingt leaders religieux américains, sous la présidence de John Shattuck. En 1998, elle s'est adjoint un « Représentant spécial pour la liberté internationale de religion », Robert Seiple. Sur

Les théories d'Abrams ont été peu discutées aux États-Unis. S'inscrivant dans un courant majoritaire, il considère que c'est la foi religieuse qui assure le lien social. L'agnosticisme et athéisme sont donc des menaces contre l'ordre social. La liberté de conscience et la laïcité, qui leur accordent droit de cité, sont des atteintes à la liberté religieuse et à la société toute entière. C'est aux religions qu'il appartient d'organiser l'espace public et au « peuple élu » de montrer la voie. Il écrit ainsi dans son ouvrage *Foi ou peur : Comment les juifs peuvent survivre dans une Amérique chrétienne*¹⁴ : « *Hors de la terre d'Israël, il n'y a pas de doute que les juifs, confiants dans l'Alliance entre Dieu et Abraham, doivent vivre séparés de la nation dans laquelle ils résident. C'est la vraie nature des juifs d'être séparés -excepté en Israël- du reste de la population* ». De même, il milite activement pour l'interdiction des mariages inter-religieux. Il s'ensuit que l'EPPC noue des contacts privilégiés avec des organisations fondamentalistes juives et chrétiennes, y compris avec l'Opus Dei qui est représentée dans son conseil d'administration par le professeur Mary Ann Glendon¹⁵. Pour Abrams, l'opposition entre les États-Unis et la France est fondamentale : elle réside dans l'antagonisme de leurs projets politiques qu'au XVIIIe siècle Thomas Paine avait déjà explicité¹⁶ : si les États-Unis sont une nouvelle terre promise, la France laïque est une nouvelle Égypte. Il organise donc des auditions devant sa commission, au Congrès et à l'OSCE, pour dénoncer le « totalitarisme laïque français » qui persécute les adeptes de l'Église de Scientologie et encourage l'antisémitisme.

Abrams fréquente le Center for security Policy (CSP) où il côtoie aussi bien les autres néoconservateurs que ses collaborateurs les plus durs de l'administration reagan¹⁷.

En 1997, Richard Perle (qu'il avait connu au cabinet du sénateur Jackson et suivi au CSP) le sollicite pour rejoindre un groupe de travail de l'American Enterprise Institute : le Project for a New American Century (Projet pour un nouveau siècle américain)¹⁸. Il s'y engage en faveur d'une attaque de l'Irak et de la Syrie. Pour le compte de ce groupe, il rédige un chapitre sur le Proche-Orient dans un livre-manifeste, intitulé *Les Dangers actuels*¹⁹. Dans ce document et dans quelques autres, il défend les thèses du Likoud : il n'y a pas de conflit israélo-palestinien, car les Palestiniens n'ont pas de revendications légitimes, mais un conflit israélo-arabe, car les Arabes sont viscéralement antisémites. Le processus d'Oslo est une manœuvre de Yasser Arafat pour conserver son pouvoir après l'effondrement de l'URSS qui le protégeait. Les Israéliens n'y ont adhéré que pour fermer un front secondaire et mieux faire face aux masses arabes. Mais il appartient aux États-Unis de venir en aide au peuple élu et de renverser ce rapport de force.

Sur la base d'un tel parcours et de telles conceptions, Elliott Abrams fait son retour dans l'administration avec George W. Bush. En 2001, le nouveau président le nomme au Conseil national de sécurité, assistant spécial de Condoleezza Rice chargé des Droits de l'homme ; puis, en 2002, assistant spécial chargé du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. En fait de droits de l'homme, il supervise la tentative de coup d'État au Venezuela, pour renverser le président élu Hugo Chavez et y « rétablir la démocratie » face au bolivarianisme²⁰. Plus tard, au Proche-Orient, il propose de « démocratiser la Palestine » en éliminant les dirigeants du Hamas et Yasser Arafat et en plaçant Mahmoud Abbas au pouvoir. Les premiers seront assassinés, le second mourra d'une maladie inconnue et foudroyante, le troisième remportera des élections après que ses rivaux aient été dissuadés de se présenter. En fermant le front palestinien, il devient possible d'ouvrir le front syrien.

En octobre 2002, il explique devant un parterre de Scientologues et de Moonistes, réunis au sein de la Coalition internationale pour la liberté religieuse, que « *Les élites éduquées d'aujourd'hui, particulièrement à l'Ouest, sont toujours les enfants des Lumières* »²¹, une philosophie honnie qu'il est temps d'éradiquer avant qu'elle n'éloigne l'homme de Dieu et le pousse vers le communisme.

pression du Congrès, le président Clinton a promulgué, en octobre 1998, une loi sur la liberté internationale de religion (International Religious Freedom Act), qui donne pouvoir au président d'appliquer des sanctions économiques et politiques à l'encontre des États coupables d'atteintes à la liberté religieuse.

¹⁴ *Faith or Fear : How Jews can Survive in a Christian America* par Elliott Abrams, Free Press, 1997.

¹⁵ Professeur de droit à l'université d'Harvard, Mary-Ann Glendon dirigea la délégation du Saint-Siège à la conférence de l'ONU au Caire. Elle devint par la suite la présidente de l'Académie pontificale des sciences sociales. En 2001, le président George W. Bush l'a nommée au Comité consultatif de bioéthique qu'il venait de créer.

¹⁶ Le journaliste Thomas Paine fut à l'origine de la Révolution américaine avant de devenir député pendant la Révolution française. Dans son ouvrage sur les Droits de l'homme, il analyse les différences de conceptions entre les deux pays.

¹⁷ « *Les marionnettistes de Washington* » par Thierry Meyssan, Voltaire, 13 novembre 2002.

¹⁸ « *L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche* », Voltaire, 21 juin 2004.

¹⁹ *Present Dangers. Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, Encounter Books, 2000. L'expression « dangers actuels » fait référence au Comité sur les dangers actuels que le sénateur Jackson anima pendant la Guerre froide.

²⁰ « *Opération manquée au Venezuela* » par Thierry Meyssan, Voltaire, 18 mai 2002.

²¹ Cité dans « *USA : promotion sectaire au nom de la liberté religieuse* » par Michel Muller, *L'Humanité*, 18 novembre 2002.

En octobre 2003, il aide, avec Richard Perle et ses amis, à organiser le sommet de Jérusalem consacré à l'avènement de la « théopolitique »²² : la lecture des *Écritures enseigne aux sages la volonté de Dieu en politique*.

Le président George W. Bush vient de nommer M. Abrams adjoint du conseiller national de sécurité Stephen Hadley²³. Son programme : attaquer la Syrie baasiste en lui imputant un attentat²⁴ et transformer le Liban en État chrétien.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

Note : Ce document n'engage que son auteur et en rien le site Internet *Lutte de classe*.

²² « Sommet historique pour sceller l'Alliance des guerriers de Dieu », Voltaire, 17 octobre 2003.

²³ « Stephen Hadley, conseiller de sécurité national », Voltaire, 16 décembre 2004.

²⁴ « La cible syrienne » par Paul Labarique, Voltaire, 27 janvier 2004